

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1159 du 25 mai 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1159

**EDITORIAL** : La dernière fête des mères pp. 1-2

**CONJONCTURE** : La mondialisation sort les pays du sud de la pauvreté pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Les artifices monétaires commencent à inquiéter p. 4 - La bataille de l'Anglais dans les Universités p. 5 - Quand Hollande se prend pour Schröder p. 5

**DEMANDEZ LE PROGRAMME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## La dernière fête des mères

« La dernière fête des mères avant liquidation » : c'est l'un des nouveaux slogans entre humour et protestation que j'ai repéré au cours de ma longue marche dans les rues de Paris : cinq heures et demie de Saint Cloud aux Invalides, puis des Invalides au Trocadéro où j'ai pu enfin trouver un moyen de transport autre que mes pieds meurtris.

Je voudrais témoigner du vrai déroulement de cette manifestation, mais aussi essayer d'en tirer des enseignements utiles pour les mois à venir.

Je témoigne d'abord des mensonges éhontés de Monsieur Valls et des médias. Certains mensonges ont été distillés avant le 26 mai : ce sera violent, n'emmenez pas d'enfants, et de toutes façons l'affaire est classée après le verdict du

Conseil Constitutionnel. D'autres ont été diffusés après la manifestation : un échec puisque seulement 1.500 personnes avaient défilé, des heurts violents avec les forces de l'ordre, sous la pression de groupes d'extrême droite.

Sur le nombre de manifestants, tout téléspectateur aura pu se faire une idée de l'immense foule qui a défilé et s'est retrouvée aux Invalides ou sur l'avenue de Breteuil (square de Verdun). Le million a été certainement dépassé, ce qui est une belle performance après le lavage de cerveaux offert tous les jours précédents : un sondage estimait à 62 % le nombre de Français qui étaient contre une nouvelle manifestation, ce qui montrait bien que pour les Français la loi c'est la loi et que le verdict démocratiques était définitif. >>>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## La dernière fête des mères (suite)

Donc les manifestants étaient sortis de l'éthique républicaine et tentaient un nouveau 6 février 34.

Sur les casseurs, je ne sais où ils étaient, d'ailleurs les échauffourées se sont déroulées bien après que j'aie quitté la place des Invalides. Tout au long du parcours aller, je n'ai pas vu le moindre incident. Avenue de Suffren le cortège passait devant des cafés, avec de nombreux consommateurs à la terrasse, et croisait fréquemment des groupes de touristes qui visiblement n'étaient pas impressionnés par les drapeaux ni les bruits des manifestants. A ma droite et à ma gauche, des jeunes, beaucoup de jeunes, des familles avec les fameuses poussettes d'enfants en bas âge et de bébés. Tous ces gens étaient paisibles, joyeux, et n'avaient rien d'anarchistes menaçant l'ordre public ; d'ailleurs sur ce parcours, aucune force de police sinon aux carrefours condamnés pour que le cortège suive l'itinéraire imposé.

*“ Je n'ai pas vu de casseur ”*

Je n'ai pas vu de «casseurs» mais j'ai vu en revanche le déploiement ridicules de forces de l'ordre avec de grand boucliers et de véritables barrages anti-émeute. Visiblement, il fallait protéger non pas les passants qui n'avaient rien à craindre des manifestants mais les centres du pouvoir (Hôtel Matignon, Assemblée Nationale, Elysée). La force

publique n'a donc pas été requise pour protéger le peuple mais pour protéger le pouvoir.

Finalement, j'ai appris par les médias dans la soirée qu'il y avait eu des casseurs, professionnels de la bagarre et de la provocation. Ils n'avaient rigoureusement rien à voir avec les manifestants aussi paisibles que moi. Mais la télévision a longuement retransmis ces quelques minutes d'égarement de quelques inconscients pour que la thèse du ministre de l'intérieur soit accréditée : la démocratie est en danger. Cela a également justifié l'arrestation de 300 «casseurs» à comparer avec les trente qui vaient été arrêtés à l'occasion de la belle manifestation du PSG.

Cette présentation en forme de grand drame va permettre aux partisans du mariage pour tous de chanter victoire et de dénoncer les manœuvres de l'opposition et de l'extrême droite confondues.

Ils ne devraient pas chanter trop fort.

Car la manifestation a été un succès. Aucun parti ne saurait réunir un million de personnes dans les rues de Paris. Tous partis confondus, le cortège serait encore étique, compte tenu du discrédit dans lequel le peuple tient la classe politique.

Car, en dépit de la position assez surprenante de Madame Barjot, les opposants au mariage pour tous n'ont pas l'intention de laisser se poursuivre le processus de destruc-

tion législative de la famille. Après le mariage, il y a l'adoption, la PMA (procréation médicalement assistée) et la GPA (gestation pour autrui) qui sont dans les projets de Madame Taubira. Sans doute les interventions futures prendront-elles parfois des formes nouvelles, mais la détermination des manifestants est intacte. Il ne s'agit pas d'un épisode de la vie politique française, mais d'un vrai combat pour faire respecter la vie et le droit naturel.

*“ De nouvelles voix se feront bientôt entendre ”*

Car, enfin, l'émergence d'une société civile naguère silencieuse et résignée va désormais s'imposer à tous les acteurs de la vie publique, surtout en période électorale. Cette société est jeune, vigoureuse, instruite et déterminée. Dans un pays où le pouvoir est monopolisé par une minorité incompétente et corrompue qui se prend pour une élite, de nouvelles voix se feront bientôt entendre. Notre rôle, en qualité de libéraux, est d'accompagner cette « résistance » pour qu'elle devienne une « renaissance ». Résister au totalitarisme et au collectivisme ambiants, c'est un devoir. Faire renaître l'esprit de liberté et de responsabilité et proposer les réformes décisives à cet effet, c'est un espoir.

**Jacques Garello**

## LA MONDIALISATION SORT LES PAYS DU SUD DE LA PAUVRETE

L'élection d'un Brésilien à la tête de l'Organisation Mondiale du Commerce est certes d'abord une affaire politique, puisque ce sont les Etats qui sont représentés à l'OMC. Mais on ne peut s'empêcher d'y voir un signe de l'évolution économique du monde, puisque c'est un représentant des pays émergents qui remplace un représentant des pays européens, en l'occurrence un Français. C'est l'occasion de rappeler que le commerce international et la mondialisation ont sorti des pays entiers de la misère et qu'une véritable classe moyenne se développe au sein des pays du Sud. Certains d'entre eux ont même rattrapé des pays européens.

### **Un Brésilien remplace un Français à la tête de l'OMC**

Traditionnellement, les grandes organisations internationales à caractère économique sont présidées par des représentants des pays développés : c'est ainsi que deux Français, Christine Lagarde et Pascal Lamy, dirigent respectivement le FMI et l'OMC. On peut y voir d'abord le poids des pays occidentaux : dans les grandes bureaucraties internationales, les arbitrages politiques jouent un grand rôle. Mais on peut aussi considérer que ces nominations ne font que traduire le décalage économique entre le Nord et le Sud, entre les pays développés et le Tiers Monde. En réalité, ce temps est révolu et ces arguments sont obsolètes. On remarquera en particulier que la direction de l'OMC s'est jouée entre un Mexicain et un Brésilien, ce dernier, Roberto Azevedo, ayant finalement été désigné par les 159 pays membres. Qu'une organisation s'occupant de libéraliser le commerce mondial passe d'une direction européenne à celle d'un pays émergent n'est pas neutre.

Certes, l'Union européenne à 27, prise comme un tout, reste le premier exportateur du monde, mais la situation du commerce mondial a bien changé depuis un demi-siècle. La Chine est devenue le premier pays exportateur du monde, et, dans les vingt premiers pays exportateurs, on trouve une moitié de pays non occidentaux, issus de l'ex-tiers-monde. Les pays en développement, qui représentaient, en 1980, 20% du commerce mondial, en

étaient en 2010 à 47%. On peut donc considérer que l'on en est aujourd'hui à 50%.

### **Le commerce extérieur et la liberté, moteurs du développement**

Beaucoup de pays émergents dégagent des excédents commerciaux, à un point tel que les deux tiers des réserves de change sont aujourd'hui détenus par les pays du tiers-monde. C'est donc un phénomène qui ne concerne pas seulement la Chine, qui a, certes, près de 30% des réserves de change, mais aussi bien d'autres pays du « Sud » qui, même sans la Chine, ont désormais plus de réserves de change que tous les pays occidentaux réunis.

Cette émergence commerciale des pays de l'ancien tiers-monde est l'un des éléments clefs du développement de ces pays. Leur part croissante dans les échanges mondiaux n'est pas seulement le signe de leur développement, mais elle est d'abord à l'origine de ce développement. En dépit des réticences de la classe politique française, qui en reste encore à l'aide publique au développement, il faut bien se rendre à l'évidence : le commerce est la meilleure forme d'aide au développement ; c'est une forme qui profite à tous, aux exportateurs comme aux importateurs. Un échange est toujours un acte gagnant/gagnant, à partir du moment où il est libre.

Bien entendu, le commerce extérieur ne suffit pas et il existe des

conditions internes du développement ; contrairement à ce qu'ont enseigné longtemps beaucoup d'économistes, il n'y a pas deux méthodes en vue de la prospérité, une pour les pays développés et une pour les pays pauvres. Dans tous les cas, c'est la liberté économique qui conduit au progrès. Il suffit de regarder la corrélation qui existe entre les indices de liberté économique et le rythme ou le niveau du développement. Partout où l'on refuse la liberté des échanges ou des capitaux ou du marché du travail, partout où on préfère les entreprises publiques, les régulations et les prélèvements obligatoires, la croissance est en panne et le développement ne se produit pas ; inversement tous ceux qui ont opté pour la liberté économique se développent. Le commerce n'est que la partie émergée d'un ensemble plus vaste, celui de la liberté.

### **Les écarts entre le Nord et le Sud se réduisent**

Dans ces conditions, évoquer, comme on le fait souvent, un écart croissant entre le Nord et le Sud est inexact. Il est vrai que certains pays s'enfoncent encore un peu plus dans la misère et le sous-développement ; ce sont, sans exception, des pays caractérisés par l'omniprésence de l'Etat et le protectionnisme, allant jusqu'à l'isolationnisme. Mais globalement, la croissance en Afrique, en Asie et en Amérique latine est plus rapide, depuis des années, que celle des pays occidentaux. Les écarts entre PIB ou revenus se réduisent donc. >>

## La mondialisation sort les pays du sud de la pauvreté (suite)

Certes le développement ne se mesure pas seulement au seul PIB ; d'autres indicateurs sont intéressants à observer. C'est ainsi que la misère recule et que la part des gens vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 43% en 1990 à 22% en 2008. L'auteur du rapport 2013 sur le développement humain, Khalid Malik, souligne que si « la révolution industrielle a concerné une centaine de millions de personnes, l'émergence du Sud en concerne des milliards ». Le rapport souligne que les écarts en matière de santé ou d'éducation se sont plus réduits encore que les écarts de revenus.

L'élément le plus significatif est sans doute l'émergence d'une vaste classe moyenne, un des signes essentiels du développement. Globalement, celle-ci devrait passer de 1,845 milliards de personnes en 2008 à 3,249 milliards en 2020, surtout dans le secteur Asie-Pacifique. Même les Nations Unies doivent reconnaître qu'un rééquilibrage mondial se

fait en faveur du Sud et K. Malik souligne « qu'un nombre énorme de personnes sont en train de grimper dans l'échelle sociale ». Le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement affirme que « pour la première fois, le Sud mène la croissance économique comme les changements de société ». Un symbole parmi d'autres : le Chili vient de dépasser le Portugal en termes de développement humain. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit d'un des pays du Sud les plus libéraux.

### Relancer le cycle de Doha ?

C'est aujourd'hui le Sud qui tire la croissance mondiale. Le Nord, qui connaît une récession, notamment dans la zone euro, a besoin du Sud ; mais le Sud a besoin du Nord, notamment pour poursuivre son développement et réduire encore la pauvreté. Ce besoin réciproque passe par le chemin qui a réussi jusqu'à maintenant,

celui de la liberté des échanges. C'est là qu'au-delà de toutes les interprétations politiques, l'élection d'un représentant d'un pays émergent à la tête de l'OMC peut être importante. Le cycle actuel de négociations, cycle de Doha, est en panne ; les pays du Sud sont prêts à aller plus loin dans l'ouverture de leurs marchés aux produits industriels si les pays riches renoncent à leur protectionnisme agro-alimentaire. Ce que Pascal Lamy, socialiste français, certes plus rose que rouge, n'a pas pu faire, à savoir relancer les négociations pour une plus grande libéralisation du commerce mondial, peut-être qu'un représentant d'un pays émergent, qui sait ce qu'il doit à la liberté économique, pourra le faire. A condition de ne pas mener un jeu trop politique et de s'en tenir à la réalité économique.

Jean Yves NAUDET

## Les artifices monétaires commencent à inquiéter

*Les marchés financiers en baisse inattendue : première alerte ?*

**D**epuis plusieurs mois les performances boursières sont encourageantes : le Dow Jones a retrouvé son niveau antérieur à la crise de 2008, notre CAC 40 est au-dessus des 4.000 points, etc.. On peut y voir la certitude ou du moins la promesse d'une reprise mondiale de l'économie. Mais est-ce bien réel ? Certes, de nombreuses économies ont digéré la crise, au moins partiellement. Mais l'engouement boursier mondial, à nos yeux, doit beaucoup à la politique monétaire ultra-permissive des banques centrales, à commencer par la FED et, de façon encore plus spectaculaire depuis quelques semaines, la Banque du Japon, qui a décidé de doubler la masse

monétaire en deux ans. Les opérateurs en bourse ont donc à leur disposition autant de liquidités qu'ils en veulent pour acheter des titres au plus bas depuis des lustres.

**P**ourtant, mardi dernier, la bourse de Tokyo a soudainement chuté de 7,3 % en quelques heures, entraînant très vite dans sa chute Wall Street et la plupart des places mondiales. Il ne s'est agi que d'une secousse sismique sans lendemain et le mouvement est reparti à la hausse.

S'agit-il d'une alerte significative ? Certains ont affirmé que cette courte panique a été due à un

bruit suivant lequel la FED se préparerait à changer son fusil d'épaule et à revenir en juin à une politique monétaire moins laxiste, voire plutôt rigoureuse. D'autres parient sur la solidité de la reprise américaine, voire japonaise, mais à l'inverse l'industrie chinoise aurait des résultats assez décevants depuis quelques mois. New York Tokyo Pékin : on pourrait avoir un nouveau triangle des Bermudes.

**P**our notre part, nous estimons qu'une politique monétaire laxiste fausse le calcul économique, qu'elle est source de « malinvestissements » et ruine la croissance au lieu de la stimuler. •

# La bataille de l'anglais dans les Universités

*Nouvelle illustration de la lamentable centralisation française*

Il y a les pour, il y a les contre. Pour une bonne raison : c'est qu'il y a du pour et du contre. Le pour, c'est l'impérieuse nécessité pour les étudiants français de pouvoir lire et parler, sinon écrire, en anglais. Il faut en finir avec le Français linguistiquement alphabète. L'exception linguistique devient exclusion et isolement. Le contre c'est la nécessité de conserver à la langue française ses qualités culturelles essentielles, qui se faneraient vite dans un enseignement totalement ou partiellement anglophone. C'est aussi l'abandon des relations privilégiées entretenues avec les pays francophones, qui nous adressent de nombreux étudiants souvent de qualité. Sans doute toute cette analyse peut-elle s'af-

finer, mais le problème est-il réellement là ?

Le problème est, une fois de plus, la volonté centralisatrice et dirigiste des gouvernants. Jadis ils interdisaient l'anglais (la loi Toubon est toujours en vigueur en dépit de son caractère ridicule), aujourd'hui ils l'imposent. La vraie réforme, comme l'a souligné Jacques Gareilo dans sa dernière rubrique « Programme », c'est la fin des diplômes d'Etat, c'est l'autonomie des universités et leur libre concurrence. Alors certaines universités choisiront le 100 ou le 0 % anglais, pour tous les enseignements ou pour certains. Quelques grandes écoles sont passées au tout anglais, c'est leur choix, il est respectable.

Mais d'autres ont fait d'autres choix. De toutes façons c'est à l'étudiant à choisir, et il choisira bien vite en fonction de ses aspirations et de ses capacités.

Enfin, il ne faut pas oublier que le statut d'une langue dépend des valeurs qu'elle porte. Quand la France portait un message de liberté et de progrès, le français était une langue universelle pour une élite éclairée. Maintenant la France porte depuis des années un message de socialisme interne et de rejet de la mondialisation ; faut-il s'étonner du recul du français chez les jeunes des pays francophones qui ont envie d'entrer dans le grand jeu mondial ? •

## Quand Hollande se prend pour Schröder

*A Leipzig le Président français fait l'éloge du modèle allemand*

Voulaient-il renouer le dialogue avec la classe politique allemande ? Voulaient-il prononcer à l'étranger un discours qu'il n'osait pas prononcer en France ? Toujours est-il que François Hollande a surpris son monde, au point que Le Figaro en a fait son titre à la une : « Réformes : Hollande fait l'éloge du modèle allemand ».

Et quel éloge ! Il a visé les lois Harz introduites par Gerhard Schröder, chancelier appartenant au parti socialiste SPD, qui ont totalement refondu le code du travail allemand : liberté d'embauche et de licenciement, limitation considérable de l'application des négociations collectives et règles définies au niveau de chaque entreprise entre personnel et direction, et enfin chômage partiel. Tout en réaffirmant sa qualité et sa fierté de « socialiste », Hollande veut être un socialiste à l'allemande. Invité au congrès du

SPD et en présence de la chancelière (qu'il n'a pas pour autant épargnée) Hollande a insisté : « le progrès c'est aussi de faire des réformes courageuses pour l'emploi et anticiper les mutations sociales et culturelles, comme l'a fait Gerhard Schröder ». Et d'affirmer : « La gestion de l'économie n'est ni de droite ni de gauche. L'important c'est ce qui marche ».

Bien évidemment, ce discours a une portée incontestable en France : c'est un coup de couteau dans le pacte unissant le Président à la Gauche unie et aux Verts, mais aussi à toute l'aile extrême de son parti. Il ne faut jamais oublier qu'à la différence du SPD, les socialistes français ont toujours rejeté l'économie de marché et la libre entreprise. La confusion dans la majorité va donc être désormais à son comble.

Mais le risque politique pris ainsi par François Hollande est-il seule-

ment inspiré par la diplomatie ? C'est peu vraisemblable. Il peut avoir un sens et annoncer une inflexion, fût-elle mineure, dans la politique économique française.

Il est vrai que nombre de réformes libérales décisives ont été faites par des gouvernements de gauche : Australie, Nouvelle Zélande, Canada entre autres. Tony Blair, bien que travailliste, n'a pas effacé les réformes de Margaret Thatcher, il en a même rajouté une couche.

Serions-nous donc à la veille d'un heureux évènement ? La prudence la plus élémentaire s'impose, tant il est vrai que le mensonge est un exercice dans lequel excelle le Président, et tant la pression des « vrais socialistes » est forte. Mais les libéraux applaudiront des deux mains si notre François devient un vrai Gerhard. Pour l'instant il n'a fait qu'un discours. •

# Demandez le Programme

## **Fiscalité : le record français**

Voici un nouveau chapitre du programme libéral venu à point nommé : nous sommes ces jours-ci dans les affres des déclarations fiscales.

Champion des dépenses publiques en Europe (58 % du PIB), notre pays est devenu cette année le champion des prélèvements obligatoires (48,5% du PIB). Les prélèvements ont deux composantes : la fiscalité au sens strict (impôts et taxes) et la parafiscalité (cotisations et charges sociales). Les Français sont à la fois des contribuables et des assujettis, ils versent au Trésor Public et à l'URSSAF.

Je traiterai à part les problèmes de la parafiscalité, qui mettent en cause notre très chère Sécurité sociale. Certes, il y a des recoupements entre fiscalité et parafiscalité ; par exemple, toutes deux se veulent inspirées par la justice sociale, au nom de laquelle elles organisent une large redistribution des revenus et des patrimoines. Mais théoriquement leur nature est différente : dans un cas il s'agit de couvrir les coûts de la fourniture des « biens publics » produits par l'Etat et les collectivités territoriales, dans l'autre il s'agit d'assurer la protection des personnes contre les aléas de la vie : santé, chômage, vieillesse, etc..

Après la réforme de l'Education Nationale, celle de la fiscalité est certainement l'une des plus urgentes, et finalement l'une des plus faciles. Tous les pays qui ont été épargnés par la crise, ou qui en sortent maintenant, ont pratiqué une profonde réforme fiscale dont le résultat a été la diminution de l'impôt. Il faut en finir avec une fiscalité ruineuse et injuste.

**Jacques Garelo**

Le programme que je présente en matière de fiscalité se résume à une formule très simple : le même impôt pour tous, le même impôt pour tout, le même impôt pour toujours.

Il est en opposition totale avec les trois caractéristiques de notre fiscalité actuelle : redistribution, complexité, instabilité.

Voici d'ailleurs comment « le candidat libre » introduisait ses réformes :

<b>Le constat :</b>
<b>Vous êtes taxés, surtaxés, et la crise allonge la liste de vos impôts</b>
<b>Vous payez pour ceux qui ne payent pas</b>
<b>Vous ne pouvez calculer ni prévoir les impôts à venir</b>
<b>La proposition :</b>
<b>Rendre tous les Français égaux devant l'impôt</b>
<b>Mettre fin à la multiplicité des prélèvements et des taux en instaurant un taux unique</b>
<b>Maintenir le taux unique en toutes circonstances</b>

## Faire payer les riches

La première caractéristique de la fiscalité française est sa forte progressivité. Le slogan « faire payer les riches » explique et traduit ce choix politique. Ce choix est inspiré par l'envie, un vice fondamental de la société française dénoncé par Tocqueville dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle : malheur à ceux qui ont réussi, à ceux qui ont plus que les autres ! Mais officiellement, ce choix est légitimé par l'argument de la solidarité : n'est-il pas normal d'aider ceux qui sont au bas de l'échelle ? La solidarité devrait aller jusqu'à l'égalité, forme suprême de la justice sociale aux yeux de l'idéologie collectiviste. Comme les gens riches pourraient ne pas être spontanément solidaires, ils le seront par la force de la loi. La solidarité est publique ou n'est pas.

Mais le législateur fiscal n'en est pas à une incongruité près. Il doit aussi soigner les clientèles électorales, de sorte qu'un tour de vis fiscal n'est pas si tôt donné que l'on s'empresse de prévoir des exemptions et des subventions qui viendront soulager certains contribuables.

De la sorte, la redistribution ne se fait pas seulement des riches vers les pauvres, mais aussi des travailleurs indépendants vers les salariés, des citadins vers les ruraux, des propriétaires vers les locataires, des habitants d'un quartier vers ceux d'un autre quartier, des buveurs de soda vers les buveurs de lait, etc.. L'essentiel est d'être du bon côté.

## Le fameux effet Laffer

La progressivité fait des ravages dans l'économie, et détruit lentement mais sûrement la croissance. Car ce sont les hauts reve-

nus épargnés et investis qui sont à la base de la croissance et de la création d'emplois. La dépense de consommation, en soi, n'a aucune vertu créatrice, elle n'augmente pas la production, elle se contente de la stimuler ; mais comment répondre à ce « stimulus » si la production manque et de moyens et de motivations ? Ponctionner l'épargne, c'est diminuer l'investissement. Ponctionner les hauts revenus, c'est dissuader les gens les plus dynamiques de développer leur activité.

Or, la progressivité a atteint en France un niveau intolérable qui pousse le contribuable concerné, qu'il soit entrepreneur, investisseur, ou travailleur, à échapper à l'impôt. Car pourquoi gagner plus d'argent si l'on doit en donner plus de la moitié au percepteur ? C'est la forme la plus courante d'évasion fiscale : les pieds en éventail, la fin de la semaine au jeudi soir. Il y a d'autres formes : légale comme l'appel à des conseillers fiscaux qui exploiteront toutes les richesses du Code Général des Impôts, illégale comme la fraude ou la fuite vers des « paradis » fiscaux. Mais y aurait-il des paradis s'il n'y avait pas d'enfers ?

Il a été démontré, et par la théorie et par l'expérience, qu'au-delà d'un certain taux, la pression fiscale diminue les recettes de l'Etat au lieu de les augmenter. Ce que croit gagner le gouvernement en taxant plus lourdement est plus que compensé par le ralentissement de la croissance. On ponctionne plus, mais il y a moins à ponctionner.

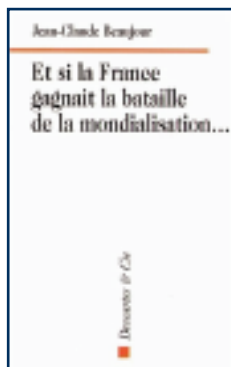
Ce phénomène (appelé encore « effet Laffer ») joue pour les particuliers, mais aussi pour les entreprises. L'impôt sur les sociétés va peser sur le pouvoir d'achat et des associés et des consommateurs

(l'impôt est un coût intégré dans le prix de vente), ainsi que sur la compétitivité internationale, car les prix des entreprises taxées feront fuir les clients étrangers ; ces firmes seront tentées d'aller produire vers des pays moins fiscalisés et des emplois nationaux seront perdus. Avec 33,33 % d'impôt sur les sociétés, la France détient un nouveau record européen et on va maintenant contrôler et taxer davantage les sociétés multinationales – précisément celles qui se délocalisent le plus facilement !

## Les contribuables sont-ils des voleurs ?

C'est sans doute un autre aspect de la progressivité : ceux qui gagnent davantage d'argent sont suspects de malhonnêteté. C'est le principe même du droit de propriété qui est ainsi violé en permanence. Quand quelqu'un a passé des années de sa vie à travailler dur, à améliorer ses connaissances, à prendre des responsabilités, à servir les autres et à satisfaire des besoins, a-t-il volé quelqu'un ? Quand quelqu'un a économisé et grâce à cela constitué un patrimoine pour garantir sa retraite ou le transmettre à ses enfants, a-t-il volé quelqu'un ? On n'est pas un voleur quand on a développé une affaire, créé des emplois et réussi à être compétitif.

Il est vrai qu'il existe un argent mal gagné, au prix de malhonnêtetés ou de privilèges. Il est vrai que certains ont choisi des activités moins frappées par l'impôt. Mais est-ce une raison pour prendre tous les riches pour des escrocs et tous les contribuables pour des fraudeurs ? Par contraste, les donneurs de leçons de morale s'arrangent souvent pour échapper aux charges communes. •



## Et si la France gagnait la bataille de la mondialisation...

**Jean Claude Beaujour**

Il existe des livres qui valent grâce aux chiffres et statistiques qu'ils donnent. C'est le cas de celui-ci dont le grand mérite est de faire la lumière sur les impacts de la mondialisation en France.

Jean-Claude Beaujour est avocat et conseiller d'entreprises à l'international. Il voyage beaucoup et a pu constater de visu les grands changements mondiaux

de ces 20-25 dernières années. Il fustige – à juste titre – l'incompréhension et l'inconscience des politiques (de gauche et de droite) qui n'ont pas vu l'avènement de la mondialisation. Ou bien ils ont essayé de s'y opposer par le protectionnisme ou autres réglementations qui n'ont fait que fragiliser encore plus l'économie française. Les Français, eux, en profitent. Le déferlement de produits à bas prix dans nos magasins fait leur bonheur. Aujourd'hui en moyenne 12 % de leur budget est consacré à l'achat de produits en provenance de l'étranger. Ces achats leur font économiser en moyenne environ 1 000 euros par an. De même, environ 20 % des biens et services produits dans l'Hexagone sont vendus ailleurs. Si l'on fermait les frontières, des milliers d'entreprises feraient faillite...

Pour l'auteur, la France pourrait profiter encore plus de la mondialisation. Nous sommes bien d'accord. Du puits Zaeydus découvert au large des côtes de la Guyane française (on estime à 2 Mds de barils de brut les réserves de ce puits) et jusqu'aux toutes petites entreprises qui ont trouvé des débouchés à l'étranger, la France a ses atouts. Mais n'a-t-elle pas été retenue dans son élan par notre fiscalité et nos réglementations ? La France exporte bien mais mal. Un gros déficit et des destinations toujours européennes : 62% du total des exportations. Entre 18 et 20% de notre PIB est exporté tous les ans ce qui représente environ 7 000 euros par Français. Parmi ces exportateurs, l'auteur déniché quelques entreprises complètement méconnues qui profitent parfaitement du libre-échange. Comme Astelia, une PME rennaise spécialisée dans les sondes téléphoniques et les logiciels (77% de la production va à l'étranger) ou bien Arche, un des derniers fabricants de chaussures de l'Hexagone, qui écoule 73% de sa production à l'exportation. M. Mélenchon et M. Montebourg devraient connaître ces PME. Ils devraient aussi savoir qu'on estime à 4 millions de personnes le nombre de ceux qui travaillent en France pour l'exportation.

Nos politiques donneurs de leçon devraient aussi savoir que la mondialisation enrichit les pays pauvres. La classe moyenne de l'Inde compte actuellement plus de 300 millions de personnes et elle gonfle tous les ans de 10%. Le salaire minimum en Chine a fait un bond de 70% depuis 2008. Et les Indiens et les Chinois investissent de plus en plus au-delà de leurs frontières, y compris en France.

On ne partage pas toutes les propositions de l'auteur pour améliorer la compétitivité française. Il fait trop confiance aux acteurs publics pour cela. Mieux vaudrait libérer l'initiative et l'innovation par une bien moindre interférence étatique. Ce sont les entrepreneurs qui savent le mieux comment s'adapter à la mondialisation.

**Bogdan Calinescu**

Jean Claude Beaujour, *Et si la France gagnait la bataille de la mondialisation...*, Descartes & Cie, 2013

Alors que le taux de chômage avoisine les 11%, de nouvelles hausses d'impôt sont annoncées par Bercy. Mais quel est l'impact de la fiscalité sur les entreprises en terme d'emplois ? Il n'a pas, ou que partiellement, été évaluée. Or, la fiscalité a un impact indéniable sur l'investissement et l'emploi.

Pour débattre de ces questions, Contribuables associés organise, en partenariat avec l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) un colloque animé par Benoîte Taffin

le 30 mai à la

**Fédération Française du Bâtiment**

7-9 rue La Pérouse  
75116 Paris

de 18h 30 à 20h  
sur le thème

## L'impôt tue l'investissement

Ouverture par **Jean-Michel Fourgous** délégué général de «Génération entreprise» et maire d'Elancourt

*Conséquence de la loi de finances 2013 sur le chômage* par **Jean-Philippe Delsol**, avocat fiscaliste et administrateur de l'IREF.

*Comment l'impôt tue l'investissement* par **Bernard Zimmern**, Président d'honneur de l'Ifrap et fondateur de «Emploi-2017»

*Témoignage d'un chef d'entreprise* par **Denis Payre**, fondateur de Business Objects et Kiala, de Croissance plus et membre du mouvement des Pigeons.

Conclusion par Contribuables Associés

*Inscription dans la limite des places disponibles auprès de*

[contact@contribuables.org](mailto:contact@contribuables.org)

Tél : 01 42 21 16 24